

## **Cours et séminaires**

### **Licence droit 1<sup>ère</sup> année : Institutions européennes**

#### **Titre 1: L'EVOLUTION DE L'INTEGRATION EUROPEENNE**

##### **Chapitre 1 : la mise en place du système**

Section 1 : Le choix du modèle

Section 2 : L'affirmation de la logique

##### **Chapitre 2 : Les avancées du processus**

Section 1 : Les élargissements

Section 2 : La relance : l'achèvement du Marché unique

Section 3 : La restructuration : la création de l'Union européenne

Section 4 : les tentatives de réaménagement : les traités d'Amsterdam et de Nice

Section 5 : La refondation de l'Union européenne : la fin de la Communauté européenne

#### **Titre 2 : L'ORGANISATION DE L'UNION EUROPEENNE**

##### **Chapitre 1 : La composition de l'Union**

Section 1 : L'architecture de l'Union européenne

Section 2 : L'appartenance à l'Union européenne

##### **Chapitre 2 : Le système politique de l'Union**

Section 1 L'instance de direction : le Conseil européen

Section 2 Le « triptyque » communautaire traditionnel : Commission, Parlement, Conseil

Section 3 : les organes politiques consultatifs : CES ; Comité des régions

Section 4 : Le rôle des Parlements des Etats membres

##### **Chapitre 3 : Le système de contrôle**

Section 1 : Le système de contrôle juridictionnel : la CJUE

Section 2 : Le système de contrôle financier : la Cour des comptes

##### **Chapitre 4 : Le système administratif et financier**

### **Licence droit 2<sup>ème</sup> année : droit européen**

#### **Introduction**

#### **CHAPITRE 1 : La structure du droit de l'Union européenne**

## **Section 1 : Les bases du droit de l'Union européenne.**

### **Sous-section 1 : Les bases du système juridique de l'Union**

- Paragraphe 1 : Les principes fondateurs de l'Union européenne
- Paragraphe 2 : Les fondements essentiels de l'intégration européenne

### **Sous-section 2 : Les bases des actes juridiques de l'Union**

- Paragraphe 1 : Problématique générale et enjeux
- Paragraphe 2 : Le contentieux de la base juridique

## **Section 2 : Les sources du droit de l'Union**

### **Sous - section 1 Les actes de droit de l'Union**

- Paragraphe 1 : Les sources primaires
- Paragraphe 2 : Les sources dérivées
- Paragraphe 3 : Les sources externes
- Paragraphe 4 : Les sources complémentaires

### **Sous-section 2 : Les principes généraux du droit de l'Union**

- Paragraphe 1 : L'origine des principes généraux
- Paragraphe 2 : La reconnaissance des principes généraux
- Paragraphe 3 : La portée des principes généraux
- Paragraphe 4 : Principes généraux et droits fondamentaux

## **Chapitre 2 : Le statut du droit de l'Union**

### **Section 1 : La portée du droit de l'Union**

#### **Sous-section 1 : La portée du droit de l'Union vis-à-vis de l'ordre juridique des**

##### **Etats membres**

- Paragraphe 1 : L'autonomie du droit de l'Union
- Paragraphe 2 : L'intégration immédiate du droit de l'Union
- Paragraphe 3 : La primauté du droit de l'Union

#### **Sous - section 2 : La portée du droit de l'Union vis-à-vis des particuliers**

Paragraphe 1 : La portée directe: l'invocabilité de mise en application

Paragraphe 2 : L'invocabilité de prise en considération

## **Section 2 : Le respect du droit de l'Union**

### **Sous-section 1 : Le respect du droit de l'Union par les institutions européennes**

Paragraphe 1 : Le contentieux de la légalité

Paragraphe 2 : Le contentieux de l'indemnité

### **Sous-section 2 : Le respect du droit de l'Union par les Etats membres**

Paragraphe 1 : La notion de manquement

Paragraphe 2 : La constatation du manquement

Paragraphe 3 : La sanction du manquement

### **Sous-section 3 : Le respect de l'uniformité du droit de l'Union**

Paragraphe 1 : L'objet du renvoi préjudiciel

Paragraphe 2 : les conditions du renvoi préjudiciel

Paragraphe 3 : La portée des arrêts préjudiciels

## **Master 1 Droit international et européen : contentieux de l'Union européenne**

### **Avant-Propos**

## **Introduction : Identification et structure du contentieux de l'Union européenne**

### **§1) Le rattachement organique : l'existence d'une juridiction de l'Union européenne**

- A) Le dépassement de la justice internationale
- B) Une conjonction inédite de fonctions juridictionnelles
  - 1. *Fonction de justice administrative*
  - 2. *Fonction de justice constitutionnelle*
  - 3. *Fonction de justice internationale*
  - 4. *Fonction de justice régulatrice*
  - 5. *Fonction de « haute justice »*
- C) Un véritable « pouvoir juridictionnel »

### **§2) Le rattachement matériel : l'invocabilité du droit de l'Union européenne : nouvelle approche**

- A) Effet direct et immédiateté

*B) Effet direct et invocabilité*

§3) Bilan : la structure du contentieux de l'Union européenne

## **Première Partie : Le juge national, juge de droit commun du contentieux de l'Union européenne**

### **CHAPITRE 1 : LA COOPERATION DES JUGES DES ETATS MEMBRES VIS-A-VIS DU DROIT DE L'UNION EUROPEENNE**

**Section 1 : Le fondement de l'office des juges des Etats membres**

**Section 2 : Le régime juridique de la coopération des juges des Etats membres**

**Sous-section 1 : Le principe d'autonomie institutionnelle et procédurale**

§1 : La logique du principe

§2 : Le contenu du principe

§3 : Le caractère subsidiaire du principe

**Sous-section 2 : L'encadrement prétorien de l'autonomie institutionnelle et procédurale**

§ 1 : Le Principe de l'équivalence : garantie minimale

§2 Le Principe d'effectivité : garantie véritable

### **CHAPITRE 2 : LA COOPERATION ENTRE LES JUGES DES ETATS MEMBRES ET LES INSTITUTIONS DE L'UNION EUROPEENNE**

**Section1 : La coopération entre acteurs du système de l'Union**

**Section 2 : La coopération entre juges : le renvoi préjudiciel**

**Sous-section 1 : L'objet du renvoi préjudiciel**

§1) Les objectifs de la procédure

§2) Les actes susceptibles de renvoi

**Sous-section 2 : les conditions du renvoi préjudiciel**

§1 : Les conditions tenant à l'auteur de la question

A) La possibilité du renvoi : la limitation aux juridictions

B) L'obligation du renvoi : la distinction selon les juridictions

**§2 : Les conditions tenant au contexte de la question**

- A) Existence d'un litige**
- B) Pertinence de la question**
- C) Le choix du moment**

**Sous-section 3 : Le traitement des questions préjudicielles**

**§1) Réception des questions**

- A) L'appréciation de la recevabilité des questions**
- B) La prise en considération du libellé de la question**

**§2) Réponse aux questions : procédure applicable**

- A) Les particularités de la procédure.**
- B) Les aménagements de la procédure**

**Sous-section 4 : La portée des arrêts préjudiciels**

**Deuxième Partie : Le juge européen, juge spécialisé du contentieux de l'Union européenne**

**CHAPITRE 1 : LES JURIDICTIONS DE L'UNION EUROPEENNE**

**Section 1 : L'architecture du système juridictionnel**

**Sous-section 1 : L'évolution**

**Sous-section 2 : La composition du système juridictionnel**

- § 1) La Cour de justice**
- § 2) Le Tribunal**
- § 3) L'ex Tribunal de la fonction publique**

**Sous-section 3 : La cohérence du système juridictionnel**

- § 1 : La répartition des compétences**
- § 2 : Erreurs ou conflits de compétence**
- § 3 : Les voies de recours**

**Section 2 : La procédure devant le juge de l'Union**

**Sous-section 1 : Les traits généraux de la procédure**

- §1) Caractères généraux**
- §2) Déroulement général de l'instance**

**Sous-section 2: Les procédures particulières**

§1: Le référé

§2 : L'intervention

§3 : Le règlement amiable

§4 : Les voies de rétractation

**CHAPITRE 2 : LES VOIES D'ACCES AU JUGE DE L'UNION EUROPEENNE**

**Section 1 : Le contentieux objectif**

**Sous-section 1 : Le recours en annulation**

§1) Les conditions de recevabilité

§ 2) Les cas d'ouverture

§ 3) Le contrôle et l'arrêt

**Sous section 2 : Le contentieux objectif de la déclaration**

§ 1 : L'exception d'illégalité (art. 277 TFUE)

§ 2 : Le recours en carence (article 265 TFUE)

§ 3 : Le recours en manquement

**Section 2 : Le contentieux subjectif**

**Sous-section 1 : Le recours en responsabilité extracontractuelle**

§ 1) Les conditions de recevabilité du recours en responsabilité

§ 2) Les difficultés d'imputabilité du préjudice

§ 3) Les conditions d'engagement de la responsabilité

**Sous-section 2 : Le contentieux de la fonction publique**

**Sous-section 3 : Les autres contentieux de pleine juridiction**

§ 1 : Le recours en responsabilité contractuelle

§ 2 : Le contentieux de la répression

§ 3 : Le contentieux des droits de propriété intellectuelle

**Master 2 entreprises agricoles et agroalimentaires : Droit de la politique agricole  
commune**

**Introduction**

**Chapitre I. Conception et évolution de la PAC**

## Section 1 le choix de la PAC

- A) les éléments du débat
  - a) Pourquoi une politique agricole spécifique ?
  - b) Pourquoi une politique commune ?
- B) L'inscription dans le traité

## Section 2 La structuration de la PAC 1960-1970

- A) Un système de prix
  - le principe
  
  - les différents types de prix
- B) Un dispositif d'intervention
  - 3 catégories
- C) Un régime d'échanges extérieurs
  - a) Le régime d'importation
  - b) Le régime d'exportation

## Section 3 Les développements de la PAC : 1970-1980

### ***A) Le besoin d'un volet structurel***

### ***B) Les directives socio-structurelles***

### ***C) Les axes complémentaires***

- Les régions défavorisées
- Les secteurs de la transformation et commercialisation

## Section 4 30 ans de réformes de la PAC

### **A) 1985 : le bilan**

- a) les résultats positifs
- b) Les problèmes non résolus

### **B) la correction de 1988**

- a) politique de prix restrictive
- b) Elargissement de la logique de stabilisateurs
- c) Renforcement des critères de qualité
- d) Apparition de mesures structurelles d'appoint

### **C) la réforme de 1992**

- a) Le dispositif principal
  - Baisse des prix
  - Paiements compensatoires
  - Gel des terres
- b) Les mesures d'accompagnement

### **D) la régularisation de 1996**

- a) Le contexte des négociations
- b) L'acte final
- c) L'adaptation de la PAC

## **E) la réforme intermédiaire de 1999**

- a) La réforme du soutien (3 notions importantes)
- b) La naissance de la politique de développement rural (présentation générale)

F) La réforme de 2003/2004 (« les principaux éléments).

G) Bilan de santé

H) La PAC à l'horizon 2020

## **Chapitre II : L'organisation de la PAC**

### Section 1 Le cadre juridique

- A) Le domaine
- B) Les objectifs
- C) Les principes
  - a) Les principes fondamentaux
  - b) Les principes généraux

D) Les actes

### Section 2 Le cadre institutionnel

- A) Les organes spécifiques
- B) Les procédures
  - a) La révision
  - b) La législation
  - c) La réglementation

### Section 3 Le cadre financier

## **Chapitre III : Contenu de la PAC**

### Section 1 La gestion des marchés agricoles

### Section 2 Le développement des structures agricoles

### Section 3 La réglementation des échanges agricoles

- A) La garantie des échanges intérieurs
- B) Le régime des échanges extérieurs

### Section 4 La commercialisation des produits agricoles

## **Master 2 Juriste européen : Droit constitutionnel européen**

### **Séminaire L'identité constitutionnelle des Etats membres de l'Union européenne**

#### **Introduction : intérêt de la problématique**

#### **Première partie : l'identité constitutionnelle vue depuis les Etats membres**

#### **I L'identité constitutionnelle des Etats en tant que « contre limite »**

##### **A) Les réactions au refus de la singularité constitutionnelle dans les Etats**

- a) La position de la Cour de justice
- b) Les jurisprudences constitutionnelles des Etats dualistes

##### **B) Les réactions à la contestation du monopole constitutionnel des Etats**

##### **C) L'actualité des contre-limites**

- a) Espagne : le malaise de l'affaire *Melloni*
- b) République tchèque : l'affaire des *retraites slovaques*
- c) Allemagne : Oxytores...
  - menace conciliante : affaires *Lisbonne* et *Honeywell*
  - dialogue menaçant : affaire *Gauweiler*
  - refus de dialogue fructueux : affaire du *Mandat d'arrêt européen* (arrêt du 15 décembre 2015)
- d) Danemark : affaire *Ajos*
- e) Italie : affaire *Taricco et MAS*

#### **II. Le contrôle de constitutionnalité du droit dérivé en France**

##### **Introduction : L'identification de la problématique essentielle**

- 1: Contrôle préventif des propositions d'actes de droit dérivé
- 2 : Contrôle direct *a priori*
- 3 : Contrôle direct *a posteriori*
- 4 : **Le Contrôle essentiel : contrôle indirect a posteriori**

##### **A) Situation antérieure à 2004**

##### **B) Explication de 2004**

- 1°) Contrôle de la loi sans que soit en cause la directive elle-même :
  - 2°) Contrôle de la loi en raison du contenu de la directive :
- 4 problèmes

### **C) Systématisation de 2006**

- Lien avec critère antérieur
- Crucial et distinctif
- Consentement du constituant
- Lien revendiqué avec le traité (art. 4§2 UE)
- Funambulisme juridique
- Propositions matérielles
- L'extension du 31 juillet 2017

### **D) Déclinaison par le Conseil d'Etat en 2007**

#### **III) Appréciation d'ensemble**

#### **Seconde partie : de l'identité constitutionnelle des Etats membres à l'identité constitutionnelle de l'Union européenne**

1°) L'autonomie institutionnelle et procédurale et l'obligation de coopération loyale :

2°) Le respect de l'identité nationale des Etats membres

3°) De l'identité nationale à l'identité constitutionnelle des Etats membres

A) L'évolution du cadre des traités

B) L'évolution du discours juridictionnel européen

C) La prise en compte de l'identité constitutionnelle nationale

a) Le « juste équilibre » structurel

b) Le double niveau matériel

1) *Le cas des valeurs mises en commun*

2) *L'invocation des valeurs constitutionnelles spécifiques*

### **Master 2 Droit public et Master 2 Juriste européen : Droit administratif européen**

#### **Comment définir et concevoir le droit administratif européen ?**

*Conception*

*Définition*

*Répartition*

*Programmation*

*Positionnement*

*Identification*

Critères organiques

Critère fonctionnel ?

Critères formels ou procéduraux ?

*Peut-on définir un droit administratif commun aux Etats membres et à l'Union européenne ? A-t-on des exemples ?*

#### **Peut-on définir un « espace administratif européen » ?**

*Principe relationnel général entre administrations*  
*Logique de Réseau d'administrations*  
*Reprise de l'acquis communautaire*  
*Mécanique des principes généraux du droit de l'Union européenne*

**Existe-t-il un lien entre l'émergence d'un droit administratif de l'Union européenne et celle d'un droit constitutionnel de l'Union européenne ?**

*Point commun*  
*Différence*  
*Visions alternatives ?*

**Quels objectifs pour le droit administratif européen ?**

*La lutte contre la Mauvaise administration*  
*La définition de standards de bonne administration*  
*La consécration d'un principe général de bonne administration*  
*La reconnaissance du Droit à une bonne administration*

**Quels principes pour le droit administratif de l'Union européenne ?**

*CJCE 12 juillet 1957, Algéria, aff 7/56 et 3 à 7/57*  
*Inspirations nationales*  
*Principaux principes*  
*Déclinaisons et explicitation des principes*  
*Principes « paneuropéens » de droit administratif*

**Quel est le rôle de la Cour de justice vis-à-vis du droit administratif européen ?**

*La réalité des fonctions de juge administratif*  
*Le critère des fonctions de juge administratif*

**Peut-on, doit-on envisager une codification de la procédure administrative non contentieuse de l'Union européenne ?**

*Base juridique*  
*Nécessaire ?*  
*PANC européenne*  
Initiatives institutionnelles  
Initiative doctrinale : ReNEUAL

**Nouvelle gouvernance de l'Union européenne et droit administratif européen**

*Agencification de l'Union européenne*

Présentation du phénomène

Analyse du phénomène : liens avec la nouvelle gouvernance européenne

L'aspect qualitatif : les agences, réponse à la politisation de la Commission

L'aspect quantitatif : les Agences, outil d'externalisation maîtrisée

### ***Réglementation et nouvelle gouvernance***

Coordination, MOC

Régulation, corégulation, autorégulation